



1^{er} mai 2011

Conditions de travail, salaires,
pacte pour l'Euro :
La nécessaire mobilisation des
salariés

P4

Les Nouvelles de Loire Atlantique nla

Bimensuel édité par la fédération de Loire Atlantique du Parti Communiste Français

Numéro 912

21 avril 2011

prix : 0,70 €

UMP :



La machine à gaver les riches

■ Néocolonialisme

La France veut encore
faire l'histoire en Afrique

P 2

■ 2012

Le débat est ouvert, les
communistes entament une
réflexion pour les pro-
chaines présidentielles et
législatives

P 3

■ Travailleurs sans papiers

Tous à la salle de la Carrière
le 30 avril !

P 5

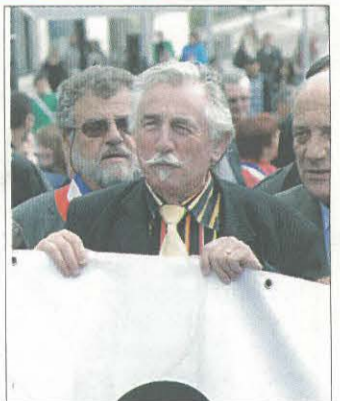
■ La ville

Un espace social à se
réapproprier

P 6

■ Assemblée générale de l'ADECR

Marc Justy
revient sur
le rôle des
élus com-
munistes et
la réforme
territoriale



P 7

Les Nouvelles de Loire Atlantique nla

Aujourd'hui, Les Nouvelles de
Loire-Atlantique, ce sont des
milliers d'abonnés ou de lec-
teurs occasionnels.

Abonnements, diffusion mili-
tante :

**Participez à la diffusion
des Nouvelles de Loire-
Atlantique !**

Pour tout renseignement : 02 40 35 03 00
ou nlapublicite@orange.fr

L'actualité politique...

EN BREF

Bonne Blague

Après le candidat Fouquet's 2007, nous arrive le candidat (à la candidature) TF1-Rhône-Poulenc-L'Oréal... 2012. Un candidat vert dont personne ne sait s'il est de gauche ou de droite tant il mange à tous les râteliers. Une bonne blague en somme, sauf que l'animateur vedette se prend au sérieux !

Des chiffres

Pour faire passer la pilule des hausses de prix des carburants le gouvernement a décidé de mettre à contribution la filière pétrolière à hauteur de 115 millions d'euros pour financer une mesure d'allègement fiscal qui ne profitera qu'à six millions de contribuables. Pour rappel, en 2010, les bénéfices de Total s'élevaient à 10 milliards d'euros. L'allègement fiscal tient plus de l'effet d'annonce, en attendant l'état et les pétroliers remplissent leurs poches !!!

Le Front de gauche pour les nuls

Dans un article paru le 5 avril dernier, le quotidien Ouest-France analyse les diverses positions, à gauche, sur le nucléaire. L'on y apprend que cette question oppose « le Front de Gauche au PCF » et plus loin que le Front de Gauche est pour une sortie du nucléaire alors que le PCF « défend depuis toujours un nucléaire public ». Faut-il rappeler à nos confrères de Ouest-France que le PCF est membre du Front de Gauche et qu'on ne peut opposer le Front de Gauche et le PCF. Sans doute ont-ils confondu Front de Gauche et Parti de Gauche, un petit illustré de ce qu'est le Front de Gauche serait-il utile aux journalistes ?

La petite phrase



Le Monsieur FN de L'UMP, Claude Guéant, ne laisse pas passer un seul jour sans une phrase, une annonce ou encore une idée participant à la banalisation du racisme dans ce pays. Ainsi, il déclarait « La France doit rester fidèle à elle-même, à ses valeurs. Pour éviter les tensions, les préjugés, voire la xénophobie, les flux migratoires doivent rester proportionnés à ce que notre pays est en mesure d'accueillir » il faudrait répondre à Mr Guéant : La France doit rester fidèle à elle-même, à ses valeurs. Pour éviter les tensions, les préjugés, voire la xénophobie, les propos racistes et la banalisation du FN doivent cesser.

Point de vue

par Mireille Pernot

Le Conseil National des 8 et 9 avril a travaillé sur l'analyse des Cantonales et la préparation des élections pour 2012. L'intro de Pierre Laurent (19 pages, consultable sur pcf.fr) a été résumée dans les médias par la seule phrase évoquant sa préférence personnelle pour la Candidature à la Présidence. Le CN a pourtant été beaucoup plus riche que cela. Plus de 100 interventions ont massivement mis l'accent sur la réflexion et les actes qu'appellent l'abstention record et le vote FN aux cantonales, tout en se félicitant de nos résultats dans ce contexte. **L'urgence est à construire un réel espoir à gauche et le rendre majoritaire.** Dans ce cadre, beaucoup ont exprimé leurs doutes sur les capacités de rassemblement de la candidature Mélenchon, et sur son aptitude à respecter les termes d'un contrat collectif, certains regrettant que nous n'ayons pas pu faire émerger une candidature autre qu'un dirigeant de parti. Plusieurs ont également estimé que le texte du 31 mars, acté au sommet avec nos partenaires du Front de Gauche, mettait le CN devant le fait accompli. **Tout le monde à quelques exceptions près**

« L'urgence est à construire un réel espoir à gauche et le rendre majoritaire »

(André Gérin par exemple), a souhaité que le travail se poursuive dans le Front de Gauche, en en faisant ce que nous souhaitons tous depuis le départ : une force décuplée pour les idées de changement progressiste dans notre pays, et non un cartel de partis. Son objectif n'est nullement d'être à la gauche de la gauche, il est de déployer une dynamique pour toute la gauche, et de s'adresser à l'ensemble du Peuple. Dans ce cadre, l'accent a été mis sur l'importance du rôle du PCF, de ses militants, pour pouvoir réussir ce défi. Pour cela, tous les éléments doivent être fournis aux adhérents, pour que le débat et la décision leur appartiennent véritablement. Candidatures, contrat au sein du Front de Gauche, Programme populaire et partagé : voilà le menu d'ici la Conférence Nationale des 3, 4, et 5 juin. Dans chaque section, chaque cellule, chaque village ou entreprise, **le débat doit s'organiser, aller jusqu'au bout.** C'est décisif, si nous voulons que notre Parti reste uni pour être utile à l'Avenir.



Le faux nez de la licorne

Gbagbo capturé avec l'appui des forces françaises, voilà une réalité aujourd'hui démontrée : l'armée française a bien joué un rôle primordial dans l'évolution des événements en Côte d'Ivoire. « L'affreux » Gbagbo est arrêté et c'est bien grâce à l'intervention de la force Licorne sous la bannière de l'ONU. Entre temps, plus de 500 000 ivoiriens croupissent, réfugiés, aux frontières du pays, la population d'Abidjan n'a plus à manger, et le spectre de massacres entre « bons » et « méchants » hante les esprits. Une seule chose est certaine : **Bolloré, Total, Bouygues et autres France Telecom peuvent respirer** : comme le disait un politologue à un quotidien économique récemment, « les investisseurs français ont de beaux jours devant eux en Côte d'Ivoire ».

En moins d'un mois, notre

pays est engagé dans deux guerres !

Ceux qui hier, y compris à gauche, soutenaient l'intervention du bras tricolore armé de l'atlantisme en Libye, commencent à trouver celle-ci plus qu'embarassante. Le choix délibéré de donner la priorité au bombardement d'un régime à bout de souffle, a laissé toute latitude à la dégradation mortifère de la situation en Côte d'Ivoire, traînant depuis l'élection présidentielle. De quelle « légitimité » le nouvel homme fort d'Abidjan ainsi propulsé au pouvoir réel pourra-t-il jouir, dans son pays, aux divisions plus qu'explosives, comme dans la région, qui ne l'est pas moins ? **Là où la force de la politique**



Côte d'Ivoire : Sarkozy arbitre la fin du match

devrait primer, Nicolas Sarkozy et ses amis du G8 ont délibérément opté pour la politique de la force.

Depuis la guerre atlantiste à la Serbie, au prétexte du Kosovo, avec la Libye et la Côte d'Ivoire, l'ONU ne sort pas grandie de devenir la chambre d'enregistrement des cibles de l'Empire et de l'un de ses deux chiens de garde. Les « alliés » n'en-

tendent guère laisser les Africains maîtres de leur histoire. Le mépris dans lequel sont tenus les peuples ne restera pas sans trace ; pas plus qu'il ne peut servir la moindre solution, politique comme humanitaire. **Jamais les bombardements n'ont permis d'installer la démocratie ou de pacifier un pays.** Qu'ils aient ou non le faux nez d'une licorne.

De vous à moi...

Y a-t-il un plus beau pays que l'Islande ? Et bien, après mures réflexions, sans doute que non ! Il faut dire que les charmes de cette petite île sont trop souvent passés sous silence. Prenez, par exemple, l'audace du peuple islandais, personne ne parle de cette audace ! Et pourtant, le 9 avril dernier les islandais rejetaient, par référendum et pour la seconde fois, le paiement public des pertes enregistrées par la banque Icesave. En France, les citoyens n'ont pas

eu à faire preuve d'autant d'audace, le gouvernement et les parlementaires ont débloqué fissa 360 milliards pour sauver des banques qui aujourd'hui s'engraissent comme jamais ! Mais, revenons à nos courageux amis islandais. Il y a un an, il refusait à 93% d'éponger les dettes d'Icesave. Comme les peuples sont, vous en conviendrez, relativement cons et que la démocratie n'a que peu d'importance (suyvenez-vous le référendum sur la constitution Giscard) les islandais

ont dû se prononcer une seconde fois sur cette question. Malgré le grand renfort de propagande, c'est à prêt de 60% qu'ils se sont cette fois-ci prononcés contre le renflouement de la banque. Très peu de médias ont relayé cette information craignant sans doute que cette audace ne se propage à travers l'Europe, quoi que, cela fait bien longtemps que les peuples n'ont mot à dire, juste à racler le fond de leurs poches !!!

...en Loire Atlantique.

VITE LU VITE DIT

Monsieur Plus



Luc Chatel, ministre de l'éducation nationale était à Guérande pour inaugurer une nouvelle école élémentaire le 15 avril dernier ! **Ce n'est pas tous les jours que le ministre peut se féliciter d'ouvrir de nouvelles écoles tant il ferme de classes et supprime de postes !!!**

Désaveux

Après le meurtre de Laëtitia Perrais, Nicolas Sarkozy avait parlé de "fautes" et promis des sanctions à l'encontre des magistrats nantais en raison du non-suivi judiciaire de l'assassin présumé. Le conseil supérieur de la magistrature qui avait été saisi par le ministre de la justice vient de rendre un rapport **qui dédouane les magistrats nantais et dénonce le manque de personnel.**

Ce rapport rappelle également à l'ordre le chef de l'Etat sur le respect de la présomption d'innocence qu'il avait bafouée dès le début de l'affaire !

On attend toujours

Super Sarkozy, jamais à une annonce près mais toujours dans l'effet d'annonce, informait de la commande prochaine de deux BPC par la Russie, ces deux BPC devant être construits par les chantiers navals de St-Nazaire. Aujourd'hui selon l'agence France Presse, **les négociations sont dans l'impasse.** Sans doute les salariés attendent-ils des résultats des différentes visites du président aux chantiers afin d'assurer la pérennité de la filière industrielle navale sur St-Nazaire !

2012 :

Les communistes de Loire-Atlantique lancent le débat

Après le conseil national des 8 et 9 avril derniers **les communistes vont devoir débattre des enjeux politiques qui les attendent en vue des élections présidentielles et législatives : quel programme partagé, quelles candidatures, quel accord pour le Front de Gauche.**

Avides de candidatures et de spectacle les médias avaient, avant la tenue du conseil national, annoncé que les communistes choisiraient leur candidat à l'issue du week-end ! Ne leur déplaisent, il n'en fut rien, c'est à l'ensemble des communistes qu'il revient de faire ce choix et d'en débattre durant les deux mois qui les séparent de la conférence nationale des 3,4 et 5 juin.

Pierre Laurent, dans son rapport introductif au conseil national, tout en rappelant la grave crise qui frappe notre pays et les désastres de la politique menée par le gouvernement UMP a appelé, suite aux résultats des cantonales, à un rassemblement autour d'objectifs et de propositions politiques qui permettent réellement le changement et pour cela, **à faire grandir un « Front large d'idées et d'actions porté par une dynamique sociale et populaire ».** Ce qui implique de continuer à travailler à un élargissement du Front de Gauche pour créer une forte dynamique. Pour le secrétaire national,

deux conditions concourent à la réussite de cette entreprise pour les présidentielles et les législatives :

- « **que se conclue entre toute les forces actuelles du Front de Gauche [...] un accord de qualité » ou chaque parti soit respecté.**
- **et que le PCF « investisse pleinement la démarche du Front de Gauche ».**

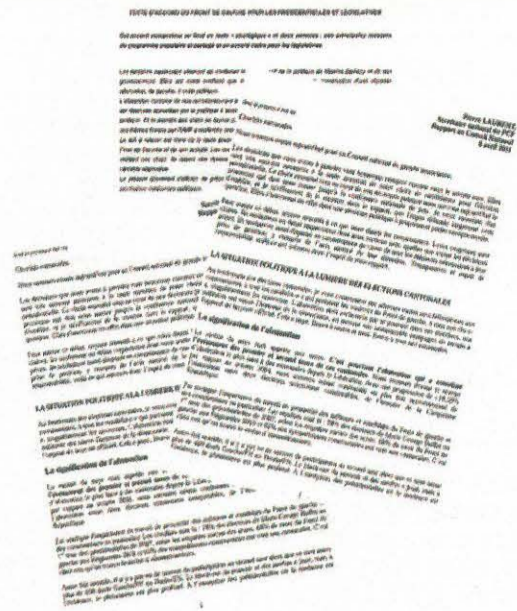
Une démarche qui sera marqué par le choix d'un candidat pour les présidentielles. **Quatre candidatures seront soumises au débat :** celle d'André Gerin qui défend le principe d'une candidature PCF à l'élection présidentielle, celle d'Emmanuel Dang Tran à l'encontre de l'effacement du PCF et deux candidatures pour représenter le Front de Gauche, celle de Jean-Luc Mélenchon pour le PG et d'André Chassaigne pour le PCF. Pierre Laurent a fait savoir sa préférence pour la candidature de Jean-Luc Mélenchon en insistant sur l'importance d'un « accord d'ensemble dont la candidature à la présidentielle serait un élément ». **Le débat est ouvert et les communistes seront consultés,** c'est le sens de la résolution adoptée à près de 75% par les membres du CN dont ceux de Loire-Atlantique. En plus des candidatures; cette résolution verse au débat des communistes une réflexion autour de la construction de fronts autour

des grandes urgences sociales, de l'élargissement du Front de gauche et de son déploiement.

Dès maintenant, un ensemble de documents sont mis à la disponibilité et à la réflexion des communistes :

- L'introduction de Pierre Laurent au CN des 8 et 9 avril,
- la résolution adoptée suite à ce CN,
- Le texte d'accord du Front de Gauche pour les présidentielles et les législatives,
- l'adresse aux communistes adressée par le CN en Janvier,
- les éléments du programme partagé en cours d'élaboration.

Pour préparer la prochaine conférence nationale, les communistes du département vont s'engager dans deux mois de débats, des assemblées générales de



Les espaces de Débat en Loire-Atlantique

Outre les assemblées qui vont se tenir dans le département, un espace de débat est ouvert sur le forum du PCF 44 : <http://pcf44.forumsactifs.com>

Vous pourrez également retrouver tous les documents sur le site internet de la fédération : <http://www.pcf44.com>

ISF combien de foyer exonérés en Loire-Atlantique ?



Par les temps qui courent, il fait bon être riche voir très riche. Non seulement, la hausse des produits de première nécessité et de l'énergie vous paraîtrait anecdotique mais en plus, vous pourriez sans doute bénéficier du projet de réforme de la fiscalité sur le patrimoine qui s'il supprime le bouclier fiscal allègera l'Impôt de Solidarité sur la Fortune (ISF). En effet, Mr Fouquet's (entendez par là Mr Sarkozy) à travers cette réforme, **fait encore un cadeau à ses amis les plus riches.** Pour les catégories populaires, en revanche, RIEN !!! **La suppression de l'injuste bouclier fiscal rapportera près de 800 millions d'euros à l'Etat et de l'autre, l'al-**

lègement de L'ISF lui en coûtera 1,7 milliards. Le seuil d'entrée dans l'ISF devrait passer de 790000 euros à 1,3 millions d'euros et 300000 contribuables devraient s'en trouver exonérés. Pour ce qui est de la Loire-Atlantique, difficile de se procurer des chiffres et l'administration s'avère peu disserte. En 2009, 3764 contribuables étaient assujettis à l'ISF sur Nantes pour un patrimoine moyen d'1,6 milliard d'euros et 340 à St-Nazaire pour un patrimoine d'1,4 milliard. Combien d'entre eux demain pourront dire merci à Sarkozy, certainement beaucoup moins que le nombre de contribuables qui ont du mal à joindre les deux bouts.

Des réformes synonymes de régression !

Loi LRU, Plan Campus, Plan Licence autant de formules synonymes de réformes rétrogrades et inefficaces. **L'enseignement supérieur a connu depuis l'arrivée de Sarkozy un feu nourri de contre-réformes libérales** censées doper la compétitivité notamment des universités françaises face à leurs voisines européennes. Ces différentes offensives de la droite sur l'enseignement supérieur doivent aujourd'hui encore nous faire réagir et nous révolter ! Tirons le bilan de celles-ci, la loi LRU dès le départ fortement contestée n'a fait que recentraliser les pouvoirs au sein d'une minorité, en l'occurrence le président d'université. De plus en plus de diplômés n'ont ainsi plus la même valeur d'une université à une autre. Le diplôme n'est plus une protection collective mais devient une arme individuelle plus ou moins efficace selon son milieu d'origine ou son université. Autre ignominie les pôles d'excellences. Ces pôles sont financés prioritairement par l'Etat, qui laisse sur le carreau les plus petites Universités. Le financement

est désormais conditionné à des exigences de performance. Cette mise en concurrence des Universités creuse les inégalités et génère à une réelle fracture entre les pôles d'excellence, les grandes écoles réservées à une élite, et les « petites » Universités. Malheureusement les secteurs attaqués par la droite s'élargissent toujours plus et ébranlent le fondement même de notre système éducatif basé sur l'égalité de tous. Preuve en est par exemple avec la masterisation. Par la mise en place de cette réforme, les professeurs débutants du second degré se retrouvent dès la rentrée à plein temps et sans aucune formation pédagogique - l'année en alternance en Institut universitaire de formation des maîtres (IUFM) ayant été supprimée. La liste pourrait encore s'allonger, avec les régressions qui touchent les CROUS, le logement étudiant, la santé etc. Répétons-le inlassablement, l'étudiant doit bénéficier d'un véritable statut protecteur et émancipateur à l'inverse des logiques à l'œuvre aujourd'hui.

Le dossier.

1er mai 2011 : relief particulier !

Ça ne peut plus durer ainsi !

■ Solidarité internationale et progrès social

Les organisations syndicales CFDT, CGT, FSU, UNSA, Solidaires appellent les salariés du privé comme du public à faire du **28 avril, la journée mondiale pour la sécurité et la santé au travail commémorant les victimes des accidents du travail et des maladies professionnelles**, une grande journée unitaire de mobilisation pour la prévention et la reconnaissance de la pénibilité par un départ anticipé.

**Pour vivre et travailler autrement,
Pour réparer et prévenir la pénibilité,
Pour une retraite en bonne santé.**

Dans deux domaines de la santé, la France présente l'un des plus mauvais résultats des six pays européens comparables économiquement et socialement : le taux de mortalité prématurée et les inégalités de santé.

Ainsi des taux de mortalité différents et quelquefois importants existent entre les ouvriers et les professions libérales, entre les bassins d'emploi et entre les régions.

Ces écarts montrent l'impact des conditions de travail sur la santé. Ces conséquences ont des effets



pendant la vie professionnelle mais aussi après la vie active et notamment sur la perte d'autonomie qui peut subvenir à un âge avancé.

Pour le vivre ensemble, la solidarité entre les salariés et l'égalité des droits, le choix de la paix, le choix du social.

« **Le 1er mai, les organisations CFDT - CGT - FSU - Solidaires - UNSA expriment leur soutien aux peuples des pays arabes qui se soulèvent pour la dignité et la liberté.**

Partout dans le monde, cette onde de choc salutaire bouscule les dictatures et porte un message d'espoir, de liberté, de démocratie et de progrès social.

Elles font aussi du 1er mai une journée de solidarité européenne en dénonçant les politiques d'austérité imposées par les Etats membres de l'Union et les Institutions européennes pour « assainir » les dépenses publiques. Les salarié(e)s ne doivent pas payer le coût d'une crise dont ils ne sont pas responsables.

En France, le 1er mai 2011 se déroule dans un contexte de crise économique et sociale qui creuse les inégalités et mine la cohésion sociale, un contexte de tension sociale toujours forte liée aux préoccupations des salariés en matière d'emploi, de salaires et de conditions de travail qui se sont exprimées fortement dans les mobilisations de 2009 et 2010 face à la crise et à la réforme des retraites. »

Partout participons aux manifestations unitaires pour :

- Reprendre le pouvoir sur l'argent. Il faut en finir avec les 30 milliards d'exonérations de cotisations sociales patronales et avec les exonérations fiscales. Il faut taxer les revenus financiers des entreprises.

- La réévaluation des salaires, des indemnités de chômage et des retraites et les indexer sur l'évolution du coût de la vie.

- Porter le SMIC à 1 600 euros bruts par mois pour

35h et augmenter les minimas sociaux fixés en référence au SMIC

- Sortir le logement de l'emprise de la loi du marché et de la spéculation en limitant le montant des loyers à 20% des revenus familiaux. Interdire les expulsions locatives de toute personne et famille en difficulté économique et sociale.

- Etablir pleinement les 35 heures sans annualisation, ni perte de salaire et avec les créations de postes qu'elles impliquent notamment dans la fonction publique.

- La titularisation des 800 000 précaires de la Fonction publique

- Sécuriser les parcours de chacune et chacun dans l'emploi et la formation avec continuité de revenu tout au long de la vie.

■ Le 1er mai dans l'histoire

Le 1er mai 1886, la pression syndicale permet à environ 200 000 travailleurs américains d'obtenir la journée de huit heures. En 1891, à Fourmies, dans le Nord, la manifestation du 1er mai tourne au drame. La troupe, armée, tire à bout portant sur la foule pacifique des ouvriers. **Elle fait dix morts dont huit de moins de 21 ans ! Avec ce drame, le 1er mai s'enracine dans la tradition de lutte des ouvriers européens.** Les manifestations du 1er mai 1936 prennent une résonance particulière car elles surviennent deux jours avant le 2ème tour des élections qui vont consacrer, en France, la victoire du Front Populaire.

Jour férié, chôme et payé depuis 1947, quelques 1ers mai marqueront les mémoires : ainsi, le 1er mai 2002 voit des millions de personnes manifester contre l'extrême droite au lendemain du 1er tour de l'élection présidentielle alors que Le Pen s'est qualifié pour le second tour !

Yann VINCE

Ils ont dit !

■ Pacte pour l'Euro, un pacte diabolique



Le vendredi 11 Mars, le Conseil européen a adopté ce qu'il appelle « un pacte pour l'Euro ». Les mots ont un sens. Il n'a pas décidé d'un pacte social et écologique. Son intitulé

exact est : « un pacte pour l'Euro », « coordination renforcée des politiques économiques pour la compétitivité et la convergence ». Cette réunion du Conseil européen marque un nouveau tournant très grave, très inquiétant de l'Union européenne. Il s'agit d'un pas de plus vers une Europe

fédérale, à direction autoritaire et encore plus ultralibérale. Ce pacte va au-delà du traité de Lisbonne.

Décision est prise d'imposer des politiques économiques et sociales très dures aux pays, aux salariés, aux citoyens.

La déclaration finale marque nettement que les programmes d'austérité appliqués aux peuples européens et les remèdes de cheval imposés à la Grèce, à l'Irlande et au Portugal maintenant se font « sous les auspices du FMI et de l'UE ». Ces derniers ne sont rien d'autre que des plans d'ajustement structurels tels que ceux appliqués aux pays en voie de développement : « L'assistance financière sera subordonnée à une stricte conditionnalité dans le cadre d'un programme d'ajustement macroéconomique », proclame le texte.

Ainsi la Grèce - lisez bien - est invitée à : « mener à bien entièrement et rapidement le programme de privatisations et de valorisation des patrimoines fonciers de 50 milliards d'euros »...

... Ce projet, comme l'était au début le traité de Lisbonne ou la directive Bolkestein, est totalement

caché à nos concitoyens. Pourtant, il aura de terribles conséquences pour la vie quotidienne de chacun. Il est basé sur une vaste escroquerie politique et intellectuelle. **Pour prétendument faire face aux dettes publiques, le « pacte pour l'Euro plus » va au-delà des traités de Maastricht et de Lisbonne, en organisant un coup d'état supranational au service de la Commission de Bruxelles qui décidera « a priori » de la nature et des orientations des budgets des Etats. Ajoutons que ce texte va jusqu'à vouloir régir la nature des négociations sociales.** Ce coup d'état se fait au service exclusif des puissances financières et contre les travailleurs, dont il est prévu d'abaisser les salaires au nom de la « compétitivité », d'allonger le temps de travail, de reculer encore l'âge ouvrant droit à la retraite, alors que l'impôt sur les sociétés serait abaissé et que les impôts les plus injustes dits « impôts de consommation » seraient augmentés. **Le modèle du travail serait celui de « la précarité généralisée », au nom du concept de « flexi-sécurité »**

Extrait d'une publication de Patrick Le Hyaric

■ Manifestations qui en appellent d'autres !

La grève générale en Grèce le 23 février a été une de plus massives parmi les neuf grèves générales depuis février 2010 alors que le gouvernement ne compte pas déroger de sa politique d'austérité. Il continue de couper dans les dépenses et d'augmenter les taxes afin de réduire le déficit.

Au Portugal, une marée humaine contre la crise réclamait le 12 mars du travail, des conditions de vie décentes, et vite ! Ils étaient 300 000 manifestants dans les rues portugaises pour crier leur ras-le-bol de la crise, du chômage et de

l'absence totale de perspective pour une jeune génération sacrifiée.

Londres : le 28 mars, 250 000 personnes manifestent contre le super plan d'austérité imposé par le gouvernement Cameron.

Budapest : en marge d'une réunion des ministres des finances pour justifier les politiques d'austérité, **le 9 avril, 50 000 salariés**, venus de 22 pays, ont défilé contre l'austérité budgétaire et salariale, à l'appel des syndicats européens. Les manifestants estiment qu'ils n'ont pas à payer le prix de la crise.

Tous ces manifestants ont exigé « une Europe sociale avec des salaires équitables et des emplois ».

■ Halte à la vie chère !

Il est possible d'augmenter les bas et moyens salaires de près de 200 euros par mois en utilisant la moitié des 80 milliards d'euros de profits des sociétés cotées en Bourse, reversés en dividende aux actionnaires.

Grève historique chez Carrefour : le 9 avril, les salariés ne demandent « pas la lune, juste la dignité ! » En effet, la direction propose à ses salariés une augmentation annuelle de 1,08% soit pour un salaire brut de 1455€, pour une caissière, une augmentation annuelle de 1,08% soit 189,60€ : alors que les actionnaires vont



recevoir au 1er juillet 2011 : 6 milliards 700 000€

Les salariés de DCNS à Indre, Plates-Formes d'approvisionnement Système U Ouest, Man Diesel, Novergie à Nantes, Airbus, chez le plus gros producteur de muguet... ont, eux aussi, voulu peser sur les salaires.

Le social au cœur.

PRENONS NOTE...

Hôpital Saint Nazaire

Un Conseil de Surveillance doit se tenir vendredi 22 avril matin au CHG. Un rassemblement à l'appel de l'intersyndicale est prévu ce jour là, en refus du Contrat de Retour à l'Equilibre Financier transmis par le CH à l'ARS.

CPAM : contre le sabotage

Les personnels étaient appelés à la grève et à manifester, lundi 18 avril devant le siège de Beaulieu à Nantes, où se réunissait son Conseil d'Administration sur le Contrat Pluriannuel de Gestion (CPG 2010-2013), après que CGT et FO aient déjà voté contre le 25 mars dernier. En effet, le gouvernement prévoit la suppression de milliers d'emplois dans l'Assurance Maladie, ainsi qu'une réduction de 10 % des dépenses de fonctionnement, alors que la situation est déjà critique. Les réductions d'effectifs récurrentes depuis 10 ans, affectent déjà grandement la qualité du service rendu aux assurés sociaux. Les conditions de travail se dégradent, la souffrance au travail est devenue ordinaire. C'est sans doute ce que les directions nomment « leviers de modernisation et d'amélioration de la performance ». C'est donc pour défendre à la fois les assurés et leur propre santé, que les salariés ont agi le 18 avril. Notre prochaine édition en fera un compte rendu.

Profits contre Emploi

Les profits 2010 du CAC 40 dépassent les 80 milliards d'euros, en hausse de 85% sur 2009. Le groupe EADS passe de - 763 à + 526 millions d'euros de résultats. Des résultats « modestes », comparés à la plupart de ses collègues. La star 2010 reste Total. La compagnie pétrolière affiche un résultat 2010 reparti à la hausse (+ 25 %), même si le record de 2007 (13 milliards de profits) n'a pas été atteint. Ils sont pourtant une quinzaine de groupes à dépasser leurs résultats de cette année miracle. Comment expliquer ce redressement, alors que la croissance n'a été que de 1,7 % en 2010 dans la zone euro et de 1,8 % au sein de l'Union européenne à 27 ? Nombre de groupes sont allés chercher de la marge aux États-Unis et, surtout, dans les pays émergents, devenus par exemple le plus important contributeur au chiffre d'affaires de Sanofi, ou le quart du chiffre d'affaires de Schneider Electric. Total a pour sa part « surfé » sur la vague montante des cours du pétrole, qui ont progressé de 40 % entre janvier et décembre 2010. GDF Suez a gonflé son résultat grâce, particulièrement, à la hausse du gaz (+ 20 % sur un an et + 60 % depuis la privatisation). Car l'une des raisons décisives de ce redressement des profits est l'appui renforcé de l'État et de l'Europe : Aides publiques aux banques, plan de relance, suppression de la taxe professionnelle, facilités fiscales, exonérations de cotisations... L'emploi est la première victime de cette orientation. Les effectifs des groupes du CAC ont baissé de 60 000 emplois en 2009. La lutte pour l'emploi et les salaires heurte évidemment de plein fouet cette stratégie des groupes et du pouvoir.

L'UE doit cesser la fourberie et le commerce d'armes

Dénonçant les ventes d'armes européennes à des régimes répressifs au Moyen-Orient, Marisa Matias (Portugal, GUE/NGL) a demandé à l'Union européenne d'agir immédiatement pour mettre fin à ce commerce et rendre hommage aux manifestants en Syrie, au Bahreïn et au Yémen. "Les peuples du Yémen, Bahreïn et Syrie partagent une aspiration commune pour la liberté et la démocratie mais ils ont en commun également une répression sanglante des manifestations pacifiques." "Il est tout aussi faux de penser qu'il y a des solutions militaires aux problèmes politiques de même qu'il est faux de penser que les peuples arabes n'ont pas encore remarqué notre fourberie", a prévenu la députée.

Un Ministre « bien » accueilli

Luc CHATEL était dans notre département vendredi 16 avril, pour inaugurer l'École Jean de la Fontaine à la Madeleine (entre GUE-RANDE et SAINT-LYPHARD). Cette visite a été annoncée de façon tardive. Le Ministre de l'Éducation Nationale craignait sans doute de devoir répondre de sa politique. En effet les dégradations se multiplient dans l'Éducation Nationale, avec un stress accru pour l'ensemble de la profession : manque de temps pour travailler en équipe par la pression exercée par l'administration, mise en application de nouveaux programmes inadaptés, mise en œuvre de l'aide personnalisée comme écran de fumée à la disparition des RASED, stages de remise à niveau pendant les vacances, gel des salaires, SMA, menaces, sanctions... Le SNUipp-FSU44 a donc appelé l'ensemble des enseignants et parents disponibles à se rassembler devant l'école, pour dénoncer la politique de démantèlement du service public d'éducation. C'est grâce à cela qu'ils ont été reçus par le « Conseiller des affaires pédagogiques et de l'égalité des chances » auprès du Ministre. Celui-ci a affirmé que la volonté ministérielle était d'améliorer le système éducatif en faisant face aux crises économiques et sociales mais aussi aux révolutions technologiques et aux mutations de la société française.

La FSU a dénoncé la disparition improvisée du samedi matin et ses conséquences, les nouveaux programmes, l'aide personnalisée, les deux vagues d'aggravation des seuils par l'inspecteur d'académie, la disparition progressive des RASED, l'atomisation de la formation initiale, la diminution du nombre de remplaçants titulaires, la disparition programmée de la scolarisation des enfants de deux ans. Elle a réaffirmé que la transformation de l'école passait par le dialogue, l'échange et l'écoute. Ces syndicats ont des propositions pour la transformation de l'école et les nécessaires adaptations aux bouleversements évoqués. Les parents d'élèves se sont indignés de la manière dont les écoles de la presqu'île guérandaise étaient particulièrement touchées (17 fermetures ou fermetures à suivre et pas une ouverture) et ont exprimé ce sentiment, partagé, que l'Éducation n'était plus une priorité pour le gouvernement. S'ils constatent une démographie en baisse sur le secteur, ils constatent aussi que l'aggravation des seuils condamne les écoles et pourrait favoriser des transferts vers les écoles privées. Le Ministère est donc bien enfermé dans une logique de réduction des coûts plutôt que dans une volonté d'amélioration.

Faire reconnaître la pénibilité

Le 28 avril est la journée mondiale de l'OIT pour la sécurité et la santé au travail.

CFDT, CGT, FSU, UNSA, Solidaires appellent les salariés du privé comme du public à en faire une grande journée de mobilisation pour la

prévention et l'amélioration des conditions de travail, la reconnaissance et la réparation de la pénibilité. En France, les ouvriers ont une espérance de vie plus courte et vivent plus

longtemps en incapacité. Leurs situations de travail entraînent une « double peine » pour ces salariés : plus d'années d'incapacités au cours d'une vie plus courte... Il faut une politique ambitieuse de santé au travail et de prévention des risques, y compris psychosociaux. Un dispositif de reconnaissance de la pénibilité doit permettre au salarié ayant été exposé à des conditions de travail difficiles, de bénéficier d'une retraite d'une durée équivalente aux autres salariés. C'est un enjeu commun pour les agents du public et les salariés



du privé. Les contraintes de service public, l'obligation de continuité du service, la grande diversité des fonctions, l'environnement parfois agressif, contraignent fortement de très nombreux agents. Hors, la reconnaissance collective de la pénibilité y est très fortement demandée. Demander aux infirmières de choisir entre l'accès au niveau cadre ou la retraite anticipée est inadmissible ! Dans le public comme le privé, « Il est inacceptable qu'au 21^{ème} siècle, des femmes et des hommes usent leur santé au travail, vieillissent prématurément et aient une espérance de vie réduite à cause du travail. » (Bernard THIBAUT)

Le 28 avril à 10h30, nous avons toutes et tous rendez-vous : devant la Préfecture de Nantes et la Gare de Saint Nazaire.

Tous à la Carrière le 30 avril !



Les travailleurs sans-papiers sont des travailleurs qui cotisent : Sécurité Sociale, retraite, chômage... Sans titre de séjour, non seulement ces cotisations ne leur donnent aucun droit, mais ils sont de plus surexploités au niveau des salaires et des conditions de travail. Ces situations permettent d'aggraver les conditions d'emploi et de salaire de tous. C'est donc l'intérêt de tous de régulariser la situation des travailleurs sans papiers, de leur donner un titre de séjour. Les acquis de la lutte parisienne sont un point d'appui pour obliger le gouvernement à respecter ses engagements sur l'application de critères également accessibles par tous (durée de résidence, de travail...) En Loire Atlan-

tique, 3 luttes ont lieu actuellement, 2 sur Saint Nazaire (secteurs de l'aide à la personne & hôtellerie), 1 sur Carquefou (nettoyage). Le 30 avril, veille de la fête du travail, CFDT/CGT/FSU/Solidaires/UCI J organisent un concert à Saint Herblain (salle de la carrière), avec la participation des inter-CE « Tourisme et Loisirs » et « l'ACENER ». Cette initiative permettra aux salarié-e-s, à leurs familles et à l'ensemble de la population de s'informer et débattre sur les perspectives du mouvement de lutte des travailleurs sans papiers. Ça démarre dès 15h00 avec une animation pour enfants, un débat avec Raymond CHAUX (CFD CGT) et Jean Louis MALLYS (CFD FO) à 17h15. Les concerts s'enchaîneront de 16h à 21h avec Maboul Distorsion, Rivari'cha, Ma Valise et Sergent GARCIA !

Evènements, culture, idées.

Sauve qui peut la ville :

Études lefebvriennes

Trois questions à **Jean-Yves Martin**, coauteur du livre "Sauve qui peut la ville", qui vient de paraître.

■ Quelles sont les origines de cette publication ?

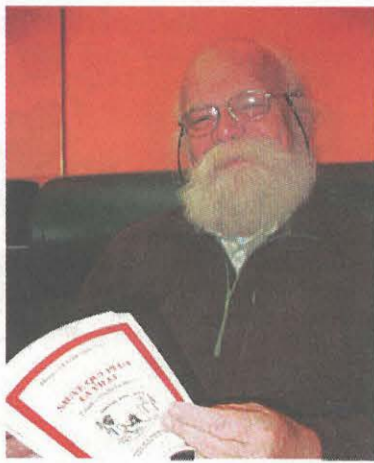
Elle fait suite, pour ce qui me concerne, à la publication de deux articles sur Lefebvre, en juin 2006 puis en janvier 2007, dans "La Somme et le Reste", revue numérique publiée par A. Ajzenberg dans le cadre d'Espaces Marx, et à une participation à un atelier du 5ème Congrès Marx International - "Altermondialisme / anticapitalisme" - à l'Université de Paris-X Nanterre, en octobre 2007.

Par la suite, j'ai eu l'occasion de rencontrer Hugues Lethierry, fin 2008 à Paris, qui préparait alors une biographie d'Henry Lefebvre, publiée en 2009 sous le titre : "Penser avec Henri Lefebvre". Ce livre a renouvelé l'approche et relancé l'intérêt pour Henri Lefebvre en France.

■ En quoi consiste le contenu de cet ouvrage ?

L'équipe de rédaction est constituée d'universitaires, philosophes, sociologues et urbanistes, et d'élus locaux. Ce livre est complémentaire d'un autre, "Maintenant Henri Lefebvre, renaissance de la pensée critique", publié en même temps. Pour ma part, j'y effec-

tue une relecture des ouvrages sur l'espace et l'urbain, publiés par Lefebvre entre 1968 et



1974 : Le Droit à la ville (1968), Du rural à l'urbain (1970), La Révolution urbaine (1970), La pensée marxiste et la ville (1972) et La Production de l'espace (1974). Ces brèves synthèses sur l'espace, la ville et l'urbain sont heureusement complétées de témoignages et de réflexions actualisées sur la modernité urbaine et l'exploration des possibles (G. Busquet) ; le Droit à la ville à l'heure de la planétarisation de l'urbain (L. Costes) ; une présentation de la "totalité" lefebvrienne (S. Sangla) et un témoignage d'A. Querrien, ancien maire communiste de Mourenx, dans la région natale d'Henry Lefebvre.

Dans la troisième partie intitulée "ségrégation dans l'espace éducatif", il est question de l'éducation, à travers les problèmes de ruptures et de ghet-

toïisation dans l'espace universitaire, urbain et scolaire.

■ Quels sont vos objectifs d'auteurs ?

S'adressant à un large public, et pas aux seuls spécialistes, nous nous interrogeons, à travers les aléas de l'actuel "Droit à la Ville", sur le combat contre les aliénations, pour une réappropriation de l'humain, contre la ghettoïisation, la segmentation de l'espace scolaire, dans l'aspiration à un pouvoir plus collectif. Vaste programme qui ne peut

s'en tenir aux seules spéculations, mais concerne et intéresse aussi bien les acteurs sociaux et éducateurs de terrain que les urbanistes, soucieux de réhabiliter l'espace urbanisé, d'une manière moins aliénante et plus équitable.

Sauve qui peut la ville, études lefebvriennes, H. Lethierry (dir.), Ed. l'Harmattan, 2011, 154 p., 15,50 €, et **Maintenant Henri Lefebvre**, A. Ajzenberg (dir.), Ed. l'Harmattan, 2011, 220 p., 21 €.

Extraits de la préface d'Andy Merrifield

« Dans cette publication, les autres études rejoignent Lethierry dans l'action, essayant ensemble de mettre en pratique les vérités lefebvriennes. Ils ont ensemble essayé de déposer le moment lefebvrien pour se battre aujourd'hui, lorsque c'est le plus nécessaire, lorsque c'est le plus urgent. Plutôt que de simples interprètes de Lefebvre, ici nous avons des tentatives de dépasser Lefebvre et se dépasser soi-même et le monde, un monde qui a désespérément besoin de changement ».

« Comme le livre le montre clairement, les concepts de Lefebvre sont pratiquement vivants, prêts à être "exploités" à l'école, dans le voisinage, la vie quotidienne, prêts à "éclater" (un des termes favoris de Lefebvre) dans les rues. Par-dessus tout ils sont prêts à remplir la vie intellectuelle qui paralyse la France d'aujourd'hui. Comme la longue marche néo-libérale à travers le globe continue, les propos lefebvriens sur l'État et sur la production de l'espace ne semblent jamais plus vrais ».

« Ensemble, nous les lefebvriens francophones, nous pouvons apprendre à faire quelque chose de significatif aujourd'hui, quelque chose de nécessaire politiquement (...) Nous devons faire ce pari nous-mêmes, poursuivre La Somme et le reste, nous devons continuer à examiner "la somme" de ce qu'a réalisé Lefebvre en même temps comme pionnier du chemin pour le "reste", pour l'inaccompli, pour l'aspect encore inédit de cet héritage. Le livre nous fait franchir un pas important le long de cette route politique. »

Andy Merrifield, Université de São Paulo

LIRE

La terre qui meurt

Ce bref essai de **Françoise Choay**, est un cri d'alarme à propos d'une question qui demeure à la pointe de l'actualité : quel avenir pour le territoire, alors que son aménagement n'est plus considéré comme le socle de nos sociétés ? Malgré son titre, ce n'est donc pas une énième déploration écolo-alarmiste. Avec **La terre qui meurt**, l'historienne des théories et des formes urbaines et architecturales poursuit plutôt son combat contre les effets urbains menaçants de la mondialisation et la marchandisation du patrimoine en cours.

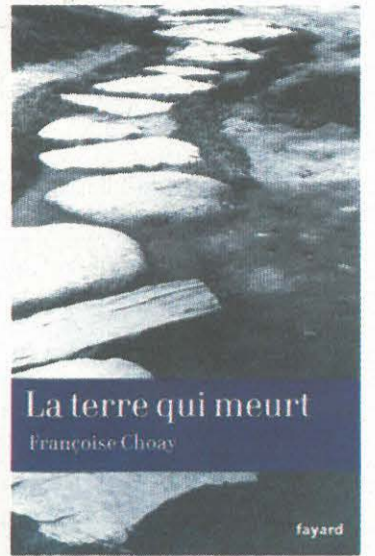
■ Dans une première partie - "Espaces" - elle reprend ses analyses sur l'évolution de l'espace urbain en France*.

Successivement espace de contact, dans le bourg médiéval, de spectacle, à l'époque régaliennne classique, de circulation avec la révolution industrielle, puis de connexion aujourd'hui. F. Choay fait plus que décrire les évolutions et ruptures qui marquent l'histoire de l'espace urbain.

■ La seconde partie - "Patrimoine, quel enjeu de société ?" - est la plus neuve. Elle fait toucher du doigt notre façon de vivre et d'habiter notre patrimoine historique. Lieux de vie et de contacts, ou musées marchands ? A l'heure de la "révolution électro-télématique", elle en analyse les divers effets. Elle évoque, pour conclure, le travail du Manifeste territorialiste, initié par Alberto Magnaghi avec son "Projet local". Pour elle, il porte les orientations suivantes : primauté du territoire et de l'échelle locale ; exclusion du tourisme au profit des habitants locaux ; exclusion de tout "communautarisme", « l'identité locale étant représentée par les individus et les familles qui habitent et travaillent sur les lieux » ; et participation directe de ces communautés locales à toutes les décisions et actions les concernant.

Difficile d'évoquer en si peu de pages tant de choses essentielles, avec autant de simplicité et de brio.

F. Choay, **La terre qui meurt**, Fayard, 2011, 104 p., 12 €



VOIR...



Théâtre des passions 1697-1759

Jusqu'au 22 mai 2011, le musée des Beaux-Arts présente "Le Théâtre des passions". L'exposition explore l'expression

des passions chez quatre peintres français de la première moitié du XVIIIe siècle. S'inspirant des tragédies de Racine, de Corneille et des opéras de Lully, ils puisent leurs sujets dans les textes classiques. Les héroïnes antiques et bibliques telles Athalie, Médée, Cléopâtre ou Iphigénie... tiennent un rôle central dans ces tableaux, moment important de l'histoire de la peinture française.

Pour la première fois depuis le XVIIIe siècle un ensemble exceptionnel est réuni grâce aux prêts des musées du Louvre, de Lille, de Montpellier, du Rijksmuseum d'Amsterdam, et de collections privées. www.museedesbeauxarts.nantes.fr/

MÉDIAS

L'explosion du journalisme

Dans un ouvrage court et percutant, Ignacio Ramonet décrypte les bouleversements de l'espace médiatique. L'avenir de la presse papier, le métier de journaliste, le développement des réseaux sociaux, Twitter et Facebook, des "dispositifs légers" comme les blogs, des sites de "fuites" tel WikiLeaks, tout y est analysé, des potentialités comme des effets pervers du passage "des médias de masse à la masse des médias" selon le sous-titre. Le journalisme traditionnel, dit-il,

« se retrouve un peu comme Gulliver à son arrivée dans l'île des Lilliputiens, ligoté par des milliers de liens minuscules »...

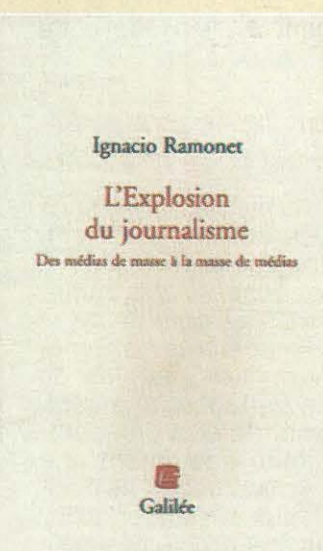
Etablis au cours d'un siècle et demi de domination médiatique, les repères théoriques et pratiques du journalisme se révèlent désormais inadaptes. Sous les diktats de l'urgence et du marché, les lois de l'information changent très vite, tandis que se multiplient les risques de manipulation et de bidonnage. Certains genres, pourtant plébiscités par l'opinion, comme le journalisme de reportage ou d'investigation, jugés trop coûteux, sont déjà en voie

avancée de disparition. L'hyper concentration des médias tradition-

médias d'assurer leur rôle de quatrième pouvoir, contre-pouvoir indispensable à la démocratie, l'auteur pressent et appelle de ses vœux un cinquième pouvoir capable d'exercer sa critique sur les médias eux-mêmes.

L'irruption d'un nouveau système informationnel, apte aussi bien à promouvoir une "sagesse collective", qu'à déclencher un "abrutissement général", pourrait non seulement transformer le champ médiatique mais la société elle-même, jusque dans ses rapports de domination.

nels détenus par quelques oligarques ne permettant plus aux I. Ramonet, **L'Explosion du journalisme**, Ed. Galilée, 2011, 154 p., 18 €.



près de vous

Sénat

Les sénateurs communistes au chevet des collectivités locales



Le 30 mars, les parlementaires du groupe CRC-SPG ont proposé d'intégrer les actifs financiers des entreprises dans l'assiette des impôts locaux. Forcément, **les élus UMP et nouveau centre ont rejeté cette proposition.** Pourtant celle-ci aurait été une aubaine pour les ressources des collectivités locales et aurait encouragé la rémunération du travail plutôt que la spéculation financière.

Départements

Qui veut leur peau ?

Les départements sont bien mal en point, c'est ce que révèle une nouvelle fois une étude publiée par une société d'analyse financière. Selon elle, **les départements sont menacés par « une détérioration des performances financières, voire une impasse budgétaire ».** Ces collectivités sont à court d'argent pour faire face à des dépenses sociales qui, elles, sont en constante augmentation. Le dispositif d'aide mis en place par le gouvernement apparaît comme un tout petit pansement puisque les 150 millions du fond de soutien aux départements en difficulté **ne représentent que 0,3% des recettes de fonctionnement des conseils généraux.**

Vertou

Ici aussi on ferme des classes



A Vertou, l'élu communiste Michel Gouty est toujours remonté et toujours vigilant sur les problèmes scolaires. Dénonçant les politiques de droite et les 16000 suppressions de postes il rappelle que dans notre département **20 classes vont être fermées et 8 ouvertes alors que le nombre d'élèves est en augmentation.** Rien qu'à Vertou, 2 classes sont encore menacées de fermeture après l'intervention des parents d'élèves et des syndicats alors que 2 avaient déjà été supprimées l'an passé. Pour l'élu, « **il est nécessaire de maintenir la pression auprès de l'inspection académique** » et que les élus puissent appuyer cette pression.

L'invité

Assemblée Générale des élus communistes et Républicains de Loire-Atlantique

L'Assemblée générale de l'ADEC44 s'est tenue le 07 avril dernier à Rezé, NLA vous livre une partie de l'intervention de Marc Justy sur le rôle des élus communistes et la réforme territoriale.

« [...] Sans penser un seul instant que les collectivités territoriales peuvent avoir pour fonction de transformer la société injuste dans laquelle nous vivons (cela se joue ailleurs) **il n'en reste pas moins quelles jouent un rôle important dans la vie de tous les jours** par la mise en œuvre de politiques au service des gens. L'importance du rôle des élu-e-s communistes et républicain-e-s, partenaires et associé-e-s, leur nombre plus important, est décisif dans les périodes que nous traversons et pour mener des politiques ancrées à Gauche. Proche des gens, les élu-e-s communistes, républicain-e-s et partenaires, sont au cœur de leurs problèmes et participent, avec leur spécificité à la bataille idéologique, avec comme objectif de **permettre à chaque citoyenne, à chaque citoyen, de devenir co-élaborateur de propositions allant dans le sens d'un changement de société,** à partir des problèmes concrets de chacun et chacun C'est par des actes forts dans la gestion des différentes institutions auxquelles ils participent, qu'ils crédibilisent leurs engagements politiques. C'est ainsi que chaque jour, ils œuvrent avec le plus grand nombre **à la prise de conscience de la nécessité d'agir pour une alternative progressiste.** Ils jouent donc un rôle majeur et complémentaire aux actions du PCF et des organisations progressistes, s'inspirant de leurs travaux dont ils partagent les mêmes valeurs. [...]

Aujourd'hui [ajoute l'élu sur la réforme des collectivités], il y a urgence d'arrêter la machine infernale qui est en marche et qui va pulvériser la fonction publique territoriale et ses emplois, qui anéantira la fraternité et la laïcité, qui accentuera les inégalités entre territoires et citoyens. Décembre 1789 a vu la naissance des communes et des départements pour casser les provinces et donner le pouvoir aux citoyennes et citoyens. Décembre 2009 voudrait casser les départements et les communes pour retirer le pouvoir aux citoyennes et citoyens et réinventer les provinces sous administration préfectorale. **Nous refusons, avec d'autre, cette trahison des valeurs de liberté, d'égalité, de laïcité et de solidarité qui ont façonné notre pays depuis 1789.** Nous réaffirmons notre attachement aux collectivités locales, communes, départements et régions, pour les services indispensables qu'elles rendent aux citoyens, pour leur engagement en matière de politiques publiques innovantes et de développement solidaire et durable, et pour leur capacité à apporter un nouveau souffle à la démocratie et à la citoyenneté. »



Marc Justy
Conseiller Municipal
de St-Joachim - Président
de l'ADEC44

L'activité

Rezé

L'avenir de l'Hôpital public

Le groupe communiste de Rezé a profité du dernier conseil municipal pour verser aux débats son point de vue et ses réflexions concernant le développement de l'Hôpital et son éventuel transfert sur l'île de Nantes. A rebours des logiques gouvernementales qui traitent la santé comme une marchandise et où la règle de la rentabilité devient la norme, les communistes ont fait valoir une toute autre logique. En effet, « pour les élus communistes, il est indispensable que la région nantaise dispose d'un pôle développant l'hôpital public et la recherche, dimensionné pour répondre à tous les soins dont la population a besoin ». **La nécessité d'un nouvel établissement s'avère donc claire, la structure actuelle étant éclatée sur plusieurs sites et le CHU étant dans un état de vétusté incontestable.** Ils portent cependant notre attention sur le redéploiement des établissements privés dans notre département et sur Nantes en particulier. C'est pour cela « que l'ambition pour l'hôpital public ne peut se limiter à être le parent pauvre des structures privées ». Le service public de santé ne doit pas rogner sur ses ambitions, car celui-ci est également un pôle de recherche et une université dont le rôle est décisif pour le développement de l'offre de soins accessible et de qualité sur notre territoire. Par ailleurs ceux-ci ont confirmé leur volonté de voir localiser ce service public sur l'île de Nantes, en cœur d'agglomération pour être en capacité de rayonner sur l'ensemble de la région nantaise en respectant ainsi un équilibre nord et sud Loire.

Nantes Métropole

Un toit, c'est un droit !

Les élus communistes de Nantes Métropole ont souligné lors de leurs interventions et alors que les sénateurs communistes présenteront le 5 mai une « proposition de loi relative aux expulsions locatives et à la garantie d'un droit au logement effectif » l'importance d'une politique du logement audacieuse et leur opposition aux expulsions locatives sans relogement. Sur nos territoires de larges avancées restent encore à faire, notamment face aux inégalités criantes dans la proportion de logements sociaux dans les communes. Comme l'a souligné Michel LUCAS. « 26,9% de logements sociaux à St Herblain, 24,8% à Nantes mais seulement 5,5% à Vertou et 7,03% à Bouaye ». Face à la pénurie d'habitations accessibles, le gouvernement est le principal responsable, avec notamment le prélèvement chez les bailleurs sociaux de 245 Millions d'euros, réduisant ainsi de manière significative le nombre de mise en chantier. **Face à la montée des précarités dans notre pays, la politique régressive de la droite est plus que jamais à combattre et les élus communistes seront les premiers à porter haut l'alternative de progrès et du logement pour tous !**



Région

Tram-Train : Face aux contre-vérités, l'honnêteté !

M. Joël Guerriau, maire de St-Sébastien-sur-Loire a publié sur son blog un article mettant en doute la pertinence du tram-train Nantes-Clisson allant même jusqu'à affirmer des contre-vérités, comme le fait que celui-ci n'avait de « tram que le nom ». La réponse de Gilles Bontemps ne s'est pas fait attendre et a sûrement permis à M. le Maire de réaliser l'utilité de cet équipement. Plusieurs précisions ont ainsi pu l'éclairer, notamment concernant les performances en terme de vitesse du tram-train, en soulignant en particulier le fait qu'avec des haltes rapprochées l'enjeu essentiel se situe au niveau des qualités d'accélération et de freinage et non pas sur une vitesse de pointe plus élevée. Une fois encore, les faux arguments n'ont pas réussi à cacher la méconnaissance du dossier de l'élu du sud Loire. Aussi, lorsqu'il écrit que l'aménagement intérieur serait moins confortable que dans les TER classiques, les faits viennent démontrer cette affirmation. Le tram-train sera équipé de sièges de type TER, porte-bagages, stores, toilettes. Sans comparaison donc avec un bus ... Par ailleurs les critiques de la part de M. Guerriau quant à la maintenance sont là encore infondées et erronées. En effet, à l'inverse de ce qu'il mentionnait le technicien de Nantes Blottereau avait effectivement besoin d'investissements complémentaires importants. Les circulations supplémentaires ne pouvant pas être assurées sans atteindre la saturation des voies déjà très sollicitées. Ultime de ses propos remis en cause par Gilles Bontemps celui de créer une gare quai Baco. « Idée intéressante mais techniquement difficile à cause de sa localisation en entrée de tunnel, mais surtout de la densité du trafic en ce point du réseau ». Nous voyons donc bien que la question des transports ne peut en aucun cas souffrir de positions électoralistes et partisans **mais doit au contraire mettre en avant constamment l'intérêt général des populations et de leur environnement.**

AUJOURD'HUI ET DEMAIN



Fête des Nouvelles

Mardi 26 avril :
Réunion du collectif fête des Nouvelles à 18H30, salle Léon Mauvais à Trignac.

Assises régionales de l'Humanité

Vendredi 29 avril :
Rencontre générale à 20H15, amphithéâtre Jacques Demy à la médiathèque de Nantes.

Fête des travailleurs

Dimanche 1er mai :
Manifestation à Ancenis, Châteaubriant, Nantes et St Nazaire à 10H30.

Huma café

Judi 5 mai :
Réunion du comité local à 18H00 au siège la section.

Assises régionales de l'Humanité

Les 3èmes assises de l'Humanité ont commencé et font l'objet de plusieurs initiatives, rencontres de travail et débats dans toute la France. Dans la bataille idéologique actuelle, **l'Humanité veut faire vivre le débat sur l'enjeu du pluralisme de la presse pour le débat démocratique, pour la défense de valeurs républicaines de gauche.** Ces débats concernent tous les lecteur(ice)s de l'Humanité mais aussi ceux qui pourraient le devenir. 2 questions essentielles sont posées à l'Humanité et l'Humanité dimanche pour qu'ils restent des outils au service de la transformation sociale, du progrès, des valeurs de gauche et de la République. **Quel projet rédactionnel et économique pour un groupe comme l'Humanité dans le cadre d'une crise mondialisée de la presse écrite ? Quel nouveau rôle de l'Humanité dans le débat public ?** C'est ce à quoi tenteront de répondre les participants et les intervenants à toutes ces rencontres décentralisées : journalistes, syndicalistes, associatifs, professionnels de la presse et bien sûr les lectrices et lecteurs, les militants politiques.

Une étape régionale de ces assises s'arrêtera à Nantes le vendredi 29 avril. Après des rencontres avec le club de la presse, les diffuseurs de presse et les organisations du PCF, une grande rencontre générale en présence d'André Ciccodicola (Rédacteur en chef de l'Humanité dimanche) ouverte à toutes celles et tous ceux qui le souhaitent est prévue :

Les Assises de l'Humanité



Vendredi 29 avril à 20H15

**Amphithéâtre Jacques Demy
Médiathèque de Nantes**

Fête des Nouvelles de Loire-Atlantique

La Fête!
rebelle et fraternelle

L'édition 2011 de la fête des Nouvelles de Loire-Atlantique se déroulera les 11 et 12 juin au parc paysager de St Nazaire. Sa programmation politique est en cours de construction mais quelques idées sont en

réflexion. Les débats devraient avoir pour thème : l'emploi, les salaires et le coût de la vie, les services publics, la politique énergétique et les soulèvements dans le monde arabe. Pour le meeting, **Patrice BESSAC**, membre de l'exécutif et porte-parole du PCF prononcera le traditionnel discours du meeting. Quant à la programmation musicale nous pouvons déjà annoncer 3 spectacles de qualité : le samedi soir 2 concerts sont prévus : **Les têtes de lapins et les Caméléons**, le dimanche après-midi nous rendrons hommage à **Jean FERRAT** qui sera chanté par **Natacha EZDRA**.

« Nouvelles de Loire Atlantique »

Directeur de la Publication : Jérôme TURMEAU

Commission paritaire : N° 0310 | 86504

Imprimerie : IMPRAM Lannion

Composition : SEM Locminé

Responsable de la rédaction :

Jérôme TURMEAU

NLA 41 rue des Olivettes - 44000 Nantes

Tél : 02 40 35 03 00 - Fax : 02 40 48 56 36

e-mail : redac.nla@orange.fr

Ce numéro des Nouvelles a été réalisé avec la collaboration de :

Marie-Annick BENÂTRE

Yannick CHENEAU

Pedro MAIA

Jean-Yves MARTIN

Yann VINCE



Vite lu...



Nécrologie

Nous avons appris le décès de Incarnacion FERRER LEROUX, militante de la section de Nantes du Parti communiste français. L'équipe des Nouvelles de Loire-Atlantique et de la fédération du PCF présentent à sa famille et à ses proches ses plus sincères condoléances.



Un borbier Lybien ? Par Adrien Hélaré

La Côte d'Ivoire aurait été libérée. Du capitalisme? Non, au contraire même, son nouveau dirigeant est un ancien vice président du FMI chargé de l'Afrique. De la dictature ? Pas vraiment non plus puisque depuis la

crise électorale de novembre 2010 plus personne ne pouvait vraiment prétendre contrôler le pays. Le président Ouattara, ami de Sarkozy a bénéficié de l'appui de l'armée française pour prendre le contrôle militaire de la Côte d'Ivoire. Les soldats français lui ont même livré son ennemi Gbagbo. Malgré les mille morts depuis novembre, les médias saluent une fin heureuse. Certains n'hésitent même pas à montrer la Côte d'Ivoire comme un exemple d'opération militaire bénéfique, apportant la démocratie. On essaye désormais de nous vendre l'envoi de troupe en Libye pour y reproduire le même



exploit, alors même que l'OTAN déclare via son secrétaire général qu'il n'y a pas d'issue militaire à ce conflit. Les insurgés soutenus par les frappes aériennes franco-britanniques reculent chaque jour face à l'armée de Kadhafi. Ils réclament des armes tout en avouant être infiltré par l'AQMI et accusent l'OTAN de ne pas bombarder assez, alors que plusieurs frappes aériennes ont touché des insurgés à cause d'un

« La protection des civiles était la justification de l'attaque de la Libye »

manque de communication de leur part. Selon plusieurs sources les rebelles continueraient à faire décoller des appareils violant ainsi la zone d'exclusion aérienne imposée par l'ONU. Le CNT a même rejeté un cessez le feu prétextant qu'il ne prévoyait pas le départ de Kadhafi et

ses fils. On est en droit de se demander quel but est poursuivi par les insurgés et quelle mission s'est donnée l'opération « Protecteur Unifié ». Unifiés d'ailleurs ils ne le sont pas puisque seul l'Angleterre, la France et les États Unis bombardent des cibles au sol, les autres se contentant de faire respecter la zone d'exclusion aérienne. La protection des civiles était la justification de l'attaque de la Libye, mais désormais la guerre s'éternise et la liste des morts s'allongent. Il est peu probable que les rebelles renversent Kadhafi, ils ont largement montré leur incapacité à s'organiser pour lutter de manière efficace, aussi il est fort probable qu'un cessez le feu suivi de négociations avec la dictature s'impose. De plus la guerre coûte chère et l'OTAN craint un nouveau borbier tel l'Afghanistan et les membres de l'OTAN sont loin d'être unis sur la question, l'Allemagne et la Turquie refusant toute intervention.